



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1275

16 février 2017

- **Des organisations appellent l'État à initier un débat sur les ressources minières en Haïti**
- **Prochaine dissolution de la composante militaire de la mission onusienne en Haïti**
- **Appel à la reconstruction d'un modèle de radio respectant les standards professionnels**
- **L'UE accorde 35 millions d'euros d'aide additionnelle pour répondre aux défis post-Matthew**

>> Des organisations appellent l'État à initier un débat sur les ressources minières en Haïti

Le Kolektif jistis min (Kjm), le Réseau national de défense des droits humains (Rnnddh) et la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (Papda) font partie des organisations qui exigent des dispositions institutionnelles pour empêcher toutes activités liées à l'exploitation des mines et d'autres ressources du pays. En conférence de presse le 14 février 2017, elles ont dénoncé des manœuvres qui seraient orchestrées par la Chambre de commerce haïtiano-canadienne (Cchc), autour d'un document de la Banque mondiale (Bm) présentant un avant-projet très contesté, appelé à être transformé en loi minière en Haïti. La Cchc n'a aucune légitimité pour entreprendre cette démarche consistant à discuter avec des organisations de la société civile autour de la question minière, critique le coordonnateur technique du Kjm, Franndy Lespérance. Cette initiative revient à l'État haïtien, qui a le droit et l'obligation de lancer un débat national sur les ressources naturelles. Kjm rejette toutes démarches visant à exploiter les mines métalliques qui pourraient entraîner des dégâts considérables sur la vie des gens, l'eau, l'environnement, l'agriculture, les animaux, la santé et le travail. «Une initiative d'un tel impact devrait concerner l'État haïtien, le Ministère des travaux publics, transports et communications (Mtptc), le ministère de l'environnement et la société». Le Rnnddh et les autres organisations ne comptent participer dans

aucun processus visant à légitimer un projet colonial, soutient Esaïe Clervil, assistant programme au réseau. Le Rnnddh y voit une continuité des pratiques du temps de la colonisation, durant laquelle les pays exploités étaient utilisés comme pourvoyeurs en matières premières pour les industries internationales. Après le vote au parlement haïtien de la loi sur les changements climatiques, Haïti ne saurait en aucune façon légitimer les activités qui contribuent au réchauffement climatique, fait-il remarquer. L'Accord de Paris (Cop 21) sur le climat a été ratifié le 1er février 2017 par le parlement haïtien réuni en assemblée nationale. La Constitution haïtienne interdit toute pratique qui cherche à déséquilibrer le cadre de l'environnement, avance Clervil. L'État haïtien n'est pas en mesure de dire la quantité de richesses que possède le pays, alors qu'il entend planifier son développement, argue Nixon Boumba, membre du Kjm. Kjm se dit très inquiet face à la nouvelle équipe tèt kale au pouvoir, qui pourrait essayer de faire passer l'avant-projet de loi minière controversé. Lors d'une conférence de presse tenue le 17 novembre 2016, le Kolektif jistis min avait alerté sur la réactivation, par l'État haïtien, d'un groupe de travail en vue de favoriser une éventuelle exploitation des ressources minières d'Haïti par des compagnies étrangères transnationales, notamment dans le département du Nord-Ouest, après le passage de l'ouragan Matthew sur Haïti.

>> Prochaine dissolution de la composante militaire de la mission onusienne en Haïti

La composante militaire de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah) devrait s'effacer «dans un avenir relativement proche», annonce le secrétaire général adjoint aux

opérations de maintien de la paix des Nations Unies, Hervé Ladsous. «Dans le contexte sécuritaire, qu'est celui d'Haïti, les tâches militaires de la Minustah ne s'imposent plus». Le Conseil de sécurité de l'ONU

serait déjà en train de réfléchir sur une reconfiguration de l'intitulé de cette mission, a déclaré H. Ladsous, à Port-au-Prince, le 09 février 2017. Les travaux pour le renforcement de l'État de droit en Haïti, les droits humains, et le statut de la femme, constituent, entre autres, d'autres axes importants pour la mission de stabilisation, estime-t-il. Le retrait de la composante militaire se fera de manière progressive, souligne Ladsous, rappelant que le Conseil de sécurité de l'ONU aura à décider du début du calendrier de retrait des troupes

militaires. Avec la graduation des aspirants policiers encore en formation, la Police Nationale d'Haïti passera à un effectif de 15 000 policiers, indique-t-il. Hervé Ladsous en a profité pour condamner les nombreux cas de viol commis par les militaires et policiers onusiens, qu'il considère comme inacceptables et une honte. En octobre 2016, le mandat de la Minustah, déployée en Haïti depuis le 1er juin 2004, a été renouvelé pour six mois, soit jusqu'au 15 avril 2017.

>> Appel à la reconstruction d'un modèle de radio respectant les standards professionnels

«Il nous faut reconstruire le modèle de radio (en Haïti). Aujourd'hui, ceux qui interviennent à la radio ne respectent ni la vocation, ni les standards d'objectivité nécessaires à tous journalistes, présentateurs et leaders d'opinion». Ce sont des propos du professeur Ary Régis, directeur général de la Société d'animation et de communication sociale (SAKS), à l'occasion de la 6^e célébration de la journée mondiale de la radio, le 13 février 2017. «La radio, c'est vous !» est le thème qui a été retenu en 2017 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Ary Régis déplore le fait que la radio soit aujourd'hui réduite à la trivialité, à des espaces de parole de leaders d'opinions auto-proclamés et, surtout, à l'unique «aspect commercial» du medium de communication et d'information. «La radio est devenue une mode. Une autre tendance consiste à faire de la radio une prolongation de la vie quotidienne. Le contenu qui y est diffusé n'est soumis à aucune rigueur, aucune formalité». La population a toujours tendance, pourtant, à croire tout ce qu'elle entend à la radio. Celle-ci reste et demeure le medium le plus puissant, le plus répandu et le plus accessible en Haïti, rappelle A. Régis. Lors de la présentation d'une enquête sur les

usages d'Internet dans le pays à l'Institut Français d'Haïti, Gotson Pierre, coordonnateur du Groupe Médialternatif, a mis l'accent sur le lien existant entre la radio et l'Internet dans le contexte haïtien. Moyen le plus dynamique, le plus réactif et le plus attractif, la radio s'adapte aux changements du 21^e siècle et offre de nouvelles façons d'interagir et de participer. Cependant, «si la radio reste le medium le plus puissant, le plus accessible, le plus prisé, les médias Internet sont ceux qui touchent directement les décideurs», relève G. Pierre. La radio possède une grande influence sur les décideurs politiques. Cependant, les pires ennemis de la radio sont ceux qui interviennent sur les ondes sans professionnalisme ni éthique, reconnaît Guyler C. Delva, responsable de l'association SOS journalistes. «Les temps d'antennes sont monopolisés par une minorité de la classe politique. Il nous faut parvenir au stade d'une radio consciente de son rôle, où le journaliste parle avec équité et justice». La radio est l'instrument de prédilection pour combattre cette inégalité, avance G. Delva, qui appelle les différentes institutions radiophoniques à se renforcer pour devenir plus performantes.

>> L'UE accorde 35 millions d'euros d'aide supplémentaire pour répondre aux défis post-Matthew

Ces fonds sont répartis en 16 millions d'euros d'aide humanitaire et 19 millions d'euros comme soutien au développement (15 millions à titre d'appui budgétaire et 4 millions pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages les plus pauvres). «Cette nouvelle aide vise à répondre aux conséquences du passage de l'ouragan Matthew, qui a dévasté Haïti et créé des besoins humanitaires et de développement très importants, dans un pays déjà fragile», fait savoir l'Union Européenne. L'UE

est disposée à renforcer ses relations avec la nouvelle administration, afin d'accompagner Haïti dans son redéploiement économique, social et environnemental, a fait savoir, au terme d'une rencontre avec Jovenel Moïse, la diplomate tchèque Edita Hrdá, directrice exécutive pour l'Amérique du Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Mme Hrdá a également salué la ratification, par l'assemblée nationale en Haïti, de l'accord de Paris sur le climat.

A lire également:

- Le président du Sénat, Youri Latortue, nie son implication dans l'arrestation de Guy Philippe (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21289>);
- Haïti-R.D. : L'Obmec encourage une meilleure réglementation des flux migratoires entre les deux pays (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21284>);
- États-Unis : Un juge né de parents venus d'Haïti, un obstacle pour Trump (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21273>);
- Plaidoyer en faveur de l'éducation aux médias, pour une utilisation responsable des technologies en Haïti (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21286>).